

CHILI
Informations
QUEBEC

BOLIVIE :
UN COURAGE SANS NOM

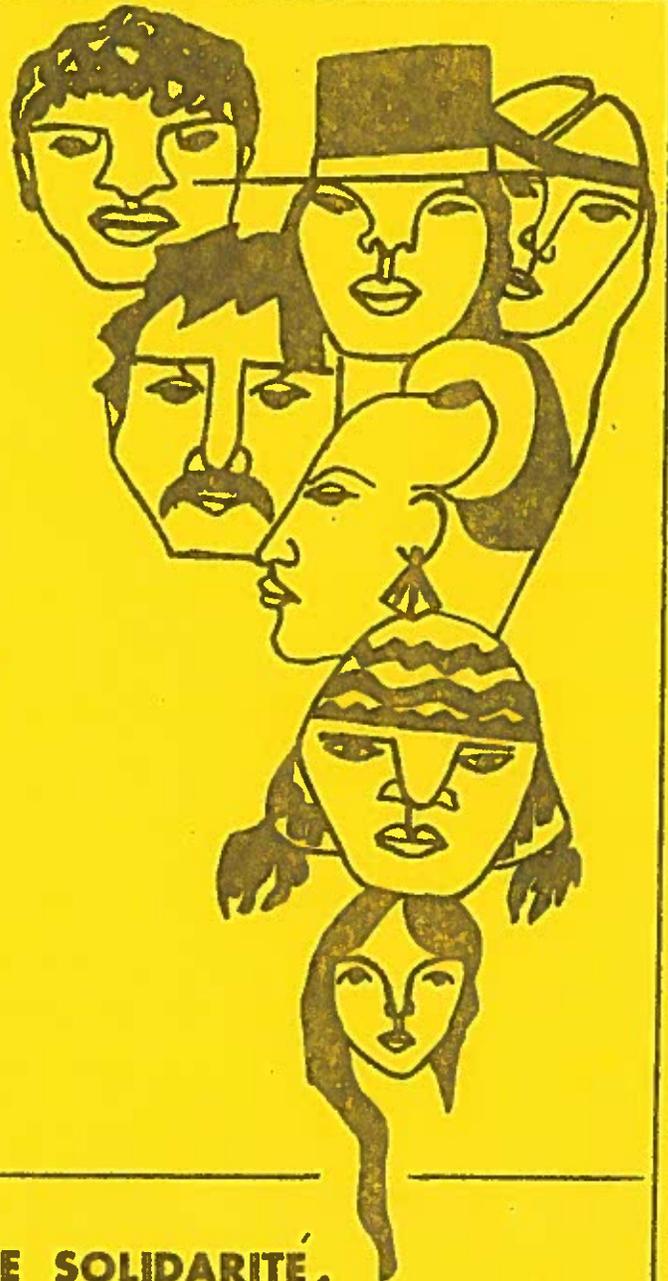
*LE CHILI DE LA RÉSISTANCE:
PAIN ! TRAVAIL ! JUSTICE !
ET LIBERTÉ !*



*L'ORGANISATION DES FAMILLES DES
PRISONNIERS - DISPARUS*



*LA GRÈVE DE LA FAIM:
CHILI , MONTRÉAL ...*



SAMEDI LE 23 SEPTEMBRE :
PARTICIPONS A LA JOURNÉE DE SOLIDARITÉ.
ORGANISONS L'APPUI A LA RÉSISTANCE CHILIENNE !

Table des matières

CHILI '78 : PAIN! TRAVAIL! JUSTICE! ET LIBERTE!	2
UNE AUTRE FORME DE RESISTANCE DU PEUPLE CHILIEN : L'ORGANISATION DES FAMILLES DE PRISONNIERS DISPARUS	8
BOLIVIE : UN COURAGE SANS NOMS, UNE LUTTE SANS TEMOINS, UNE DICTATURE SANS HISTOIRES	14
A LIRE : DOMITILA. SI ON ME DONNE LA PAROLE	23
ABONNEZ - VOUS!	24
PUBLICATIONS DISPONIBLES AU COMITE	25
INVITATION PARTICULIERE A TOUS NOS LECTEURS	26

ISSN : 0378 - 9304

CHILI 78

Pain ! Travail ! Justice ! et Liberté !

LE PROJET D'INSTITUTIONNALISATION DE PINOCHET

La bourgeoisie chilienne et l'impérialisme, par l'action de son représentant Pinochet, ont mis en route un long processus menant à une nouvelle Constitution.

Il est devenu nécessaire de créer un cadre juridique qui permette aux diverses factions



de la bourgeoisie de débattre entre amis de classe, des questions nationales, de négocier les divergences au sein de la bourgeoisie mais qui empêche par dessus tout l'expression des aspirations des masses chiliennes.

Jusqu'à maintenant, la Junte militaire est

l'instrument de la bourgeoisie monopoliste qui a réussi à imposer sa direction dans le domaine économique. Pinochet a intégré le pays à la chaîne de la division internationale du travail. Sans barrières tarifaires, soumise aux lois du libre-échange, la bourgeoisie qui devait son existence au marché national s'est effondrée.

Dès le 24 septembre 1973, par le Décret 43, la Junte suspendait toutes les conventions collectives et elle décidait que dorénavant, tous les salaires seraient déterminés par décret. Il s'en suivit une dégradation des salaires au point que les salaires suffisaient à peine, dans le meilleur des cas, à subvenir aux besoins élémentaires des familles. C'était rétrécir sensiblement le marché de la bourgeoisie nationale.

Sans barrières tarifaires, le pays fut inondé de produits étrangers à des prix qui obligent la bourgeoisie nationale à surexploiter encore plus ses travailleurs pour être compétitive. Elle contribue elle-même à rétrécir son marché en participant à la baisse puis à la stagnation du pouvoir d'achat du peuple.

Ou bien elle fait faillite, ou bien elle est intégrée par fusion, par vente aux entreprises de la bourgeoisie monopoliste.

La tâche de la bourgeoisie monopoliste est de diriger le développement économique du Chili de sorte que le pays compose une des pièces du complexe militaro-industriel des E.U.

Maintenant que cette mission est remplie, qu'il n'y a plus de secteurs de la bourgeoisie qui peuvent ralentir l'intégration de l'économie chilienne aux monopoles, la grande bourgeoisie peut maintenant penser à s'assurer des formes politiques plus stables pour créer un nouveau consensus national.

Le projet d'institutionnalisation qui se terminera en 1991, a pour but de donner une base sociale et idéologique d'appui à la grande

bourgeoisie en permettant la discussion, voire l'opposition au sein de la bourgeoisie sur la manière de diriger l'économie du pays. Mais l'autre grand objectif est de dominer les masses chiliennes non plus seulement avec la trique et le bâton mais aussi avec des normes juridiques acceptées par une base sociale suffisamment importante pour empêcher qu'apparaisse une nouvelle "Unité Populaire". Ainsi le lieu de la "nouvelle démocratie" ne sera pas un parlement avec des partis politiques traditionnels.

A la Démocratie-chrétienne qui veut une restauration de la démocratie traditionnelle, Jaime Guzman, un des idéologues les plus influents de la Junta, répond : "Bien que la direction de l'ex-PDC (le parti démocrate-chrétien est interdit comme tous les partis) rejette actuellement tout pacte avec le marxisme-léninisme, sa position sert objectivement l'aspiration communiste de revenir dans notre pays avec un type de démocratie débile et ouverte au pluralisme idéologique sans limite, situation propice pour l'action destructive du totalitarisme et de la démagogie. Ronger jusqu'à sa racine une démocratie semblable n'est pour le marxisme qu'une question de temps et de ténacité, comme du reste cela a été remarquablement démontré au Chili".

La bourgeoisie chilienne a eu peur, très peur sous l'Unité Populaire. Elle a été menacée d'expropriation par les masses chiliennes : début d'appropriation économique des terres et des usines, début d'appropriation politique du parlement bourgeois, apparition d'une nouvelle culture, d'un nouveau langage, celui du peuple qui à travers ses partis politiques, ses organisations syndicales et populaires, exprimait la volonté de vivre en pays socialiste.

La bourgeoisie chilienne a cru tuer le "Monstre" le 11 septembre 1973. Depuis ce temps, elle cherche à l'enterrer, mais il est toujours vivant, même plus, il est sorti au grand jour dans la rue, dans les églises, le 1er mai et le 22 mai '78.

MANIFESTATION DU 1er MAI '78 PAIN ! TRAVAIL ! JUSTICE ! ET LIBERTE !

C'est en scandant ces mots d'ordre que des milliers de manifestants ont marché dans les rues du centre de Santiago, défiant ouvertement la répression. Appelés par 38 organisations et fédérations syndicales, ils ont manifesté pour l'abolition du décret 198 qui empêche l'exercice des droits fondamentaux, pour la libération des prisonniers, pour connaître la vérité sur les disparus politiques, pour le droit au travail, pour la liberté d'expression et de presse.

Dans des centaines de quartiers de Santiago et en province, les Comités de quartier, les comités de chômeurs, les centres des mères, les dirigeants des Communes populaires ont tenu des assemblées d'échange et de discussion de la propagande de tous les partis de la gauche.

Dans des dizaines de quartiers de Santiago et en province, on a martelé des casseroles pour fêter bruyamment le 1er mai. Dans des quartiers, églises, locaux syndicaux, des pièces de théâtre ayant pour thème la surexploitation, la misère et la faim du peuple, ont été jouées.

Les actions de propagande, par exemple l'explosion de bombes libérant des pamphlets de propagande, l'inscription du "R" de la Résistance sur les murs des immeubles et maisons, ont été suffisamment massives pour que les journaux officiels et des représentants du gouvernement doivent reconnaître qu'elles étaient le fait de la Résistance clandestine. Ces manifestations et revendications sont d'autant plus admirables qu'elles se font dans un contexte encore très répressif. Elles témoignent du courage et de la ténacité du peuple chilien. Un autre geste politique, celui de la grève de la faim allait fournir d'autres raisons à la bourgeoisie de frémir.



GREVE DE LA FAIM MAI-JUIN '78

LA VIE POUR LA VERITE !

- . *le 22 mai...* plus de 60 familles ayant au moins un membre disparu commencent une grève de la faim à Santiago dans les locaux de l'Unicef, l'église Estampa, l'église San José et San Juan Bosco, pour que Pinochet donne une réponse claire sur la situation réelle des disparus, comme il l'avait promis à Kurt Waldheim des Nations-Unis. Dans le communiqué, les grévistes font appel à la solidarité nationale et internationale, à l'Eglise, aux travailleurs et à ceux qui se sentent concernés.
- . *le 23 mai...* le Conseil des vicaires de l'archidiocèse de Santiago se réunit, et il décide d'entrer en contact avec le gouvernement "pour arriver à une solution la plus pacifique possible. Lors de manifestations du 1er mai, plus de 700 personnes ont été arrêtées et tenues pour être fichées et remises en liberté.
- . *le 25 mai...* six prêtres et religieuses se joignent aux groupes tandis que cinq autres personnes font grève à la Croix-Rouge Internationale. Le ministère de l'Intérieur refuse une entrevue avec les évêques catholiques de Santiago. Des centaines d'organisations syndicales, étudiantes, paysannes appuient officiellement la grève de la faim.
- . *le 26 mai...* huit laïques se joignent à la grève dans la paroisse de San Alberto. D'autres manifestants occupent la basilique de Lourdes. Le ministère de l'Intérieur émet un communiqué où il signale que le mouvement "tend à créer des problèmes entre le gouvernement et l'Eglise" et il ajoute que ceux qui doivent résoudre le problème sont "les instigateurs eux-mêmes et les responsables". Cinquante personnes occupent la cathédrale métropolitaine pour protester contre la grève de la faim. L'archevêque de Santiago condamne cette action en disant que les parents des disparus politiques ont le droit légitime d'obtenir des autorités compétentes des informations précises. Trois heures plus tard, les 50 manifestants quittent les lieux.
- . *le 27 mai...* les grévistes envoient une lettre au président de la Cour Suprême, Israel Borguez, qui reste sans réponse. Clotario Blest le premier président de la Cut, invite les ouvriers, les employés et les paysans à adopter des formes d'appui militantes. La Coordination syndicale qui a organisé le puissant mouvement du 1er mai, demande à une vingtaine de fédérations qu'elle représente, de manifester leur plus haute solidarité. Une vingtaine d'avocats publient un document qui justifie en Droit le mouvement.
Sans gêne, Pinochet affirme que son gouvernement n'a aucune responsabilité dans le cas des disparus ; pour lui la grève est une "provocation" et il rejette du revers de la main l'entrevue demandée par les hautes autorités ecclésiastiques.
- . *30 mai...* le centre de Santiago connaît des manifestations d'une centaine de personnes, la presse couvre l'évènement : EL MERCURIO, journal de la bourgeoisie monopoliste "éclairée", écrit que la grève s'est transformée "en un bon outil politique pour ceux qui projettent de fomenter un climat d'agitation". Il recommande une enquête complète et impartiale. Il propose que soient adoptées "des mesures légales et économiques pour alléger les souffrances effectives de ceux qui ont réellement perdu un membre de leur famille".

Le quotidien LA SEGUNDA est plus dur : "Le gouvernement militaire a l'obligation d'informer la famille des présumés détenus et disparus du sort qu'ils ont connu". Et il ajoute : "... la mise au clair de cette information est un devoir élémentaire qui ne peut être ignoré sous aucun prétexte. Si dans le passé, les autorités ont commis des erreurs ou des excès, l'heure est arrivée d'y remédier..."

Pour le journal officialiste EL CRONISTA, "Ces groupes développent leur activité en complicité avec des activistes résidant en pays étrangers".

Les milieux catholiques se mobilisent pour trouver une solution à la grève de la faim et proposent une entrevue entre le Cardinal Raul Silva Henríquez et le général Pinochet ou le ministre de l'Intérieur.

le 7 juin... le Cardinal rencontre le Ministre de l'Intérieur, il reçoit l'assurance que la Junte donnera une réponse satisfaisante sur le sort des 618 disparus. La grève de la faim est suspendue.

le 14 juin... la Junte a donné une réponse bien typique. Il y aurait 210 disparus politiques. De ce nombre 78 auraient quitté le pays et 80 sont en liberté au Chili. Autrement dit il y a 158 sur 210 disparus qui seraient bien vivants mais qui n'auraient jamais fait signe de vie. Ce n'est pas une réponse. Sous prétexte de compléter son enquête sur les disparus la Junte en a profité pour interroger les familles sur leur participation à la grève et pour obtenir les noms des organisateurs de la grève.

MOUVEMENT DE MASSE

Ces deux événements politiques de l'année au Chili ont démontré que les masses chiliennes sont passées à l'offensive. La Junte n'a plus devant elle un peuple démobilisé par la terreur. Toutefois la grève s'est terminée sur un malaise. Pressé par l'Eglise hiérarchique qui voulait arriver rapidement, tout au long de la grève à un règlement pacifique mais qui durcissait ses positions devant la Junte, harcelé par la Démocratie-chrétienne qui s'en servait comme base d'appui pour revendiquer un retour à la vie parlementaire, le mouve-

ment s'est arrêté sans qu'on voit d'issue à la grève. Le mouvement populaire jusqu'à aujourd'hui n'a pas trouvé d'alternative politique qui lui permette d'aller jusqu'au bout.

LA DEMOCRATIE - CHRETIENNE ET L'EGLISE

La Démocratie-chrétienne et l'Eglise sont les organisations les plus visibles d'opposition. Le mouvement du 1er mai a été convoqué par les plus puissantes fédérations syndicales qui sont majoritairement démocrates-chrétiens.



nes. Il nous apparaît que la DC tente par ses bases populaires, d'en arriver à un espèce de compromis avec la Junte pour obtenir une forme de parlementarisme qui respecterait les droits démocratiques bourgeois les plus apparents. Dominante dans les puissantes fédérations syndicales, la DC peut prétendre contrôler et diriger le mouvement syndical et populaire. Luttant pour l'amélioration des conditions de travail d'une couche de la classe ouvrière, elle vise à créer une aristocratie ouvrière qui servirait de base populaire d'appui à la bourgeoisie et à l'impérialisme.

La volonté de la DC d'empêcher la reconstruction de la CUT (Centrale unique des travailleurs) et les visites de courtoisie des hautes instances de l'AFL-CIO, indiquent bien les tendances politiques de ce mouvement d'opposition. Diviser, compartimenter les classes populaires chiliennes, en privilégier quelques unes et en ignorer d'autres, voilà sa politique.

L'Eglise catholique depuis le coup d'Etat a aidé les masses populaires de multiples manières. Soupes populaires, aide au logement, aide médicale, travail de solidarité pour les disparus politiques, etc. Plus radicalement de nombreux prêtres et religieuses se sont engagés dans la lutte du peuple pour la conquête de ses droits élémentaires. Des chrétiens de gauche se battent pour la Justice et la Liberté. Le Vicariat de la Solidarité joue un rôle de premier plan dans les activités des droits humains. Mais il est aussi connu qu'il ne se prive pas pour restreindre son appui financier

à des groupes communautaires engagés trop profondément dans la voie de la résistance. L'Eglise réserve son appui aux organisations qui se conforment à la ligne de la DC, au fur et à mesure que l'évolution du régime permet à la DC de se reformer comme alternative politique.

L'Eglise prétend représenter tous les chrétiens de toutes les tendances politiques de toutes les classes sociales. Être l'Eglise du peuple ou être l'Eglise de la bourgeoisie, c'est là un choix qu'elle ne peut faire même si une situation comme la grève de la fâim présente face à face, deux adversaires irréductibles. D'un côté, la Junte par son ministre de l'Intérieur rappelait à l'Eglise qu'elle devait être du côté du gouvernement; de l'autre côté, le message évangélique de l'Eglise est de porter secours aux pauvres et ce message est renforcé par le bas clergé qui n'hésite pas à faire siennes les revendications populaires. Les autorités ecclésiastiques n'ont pas d'autres solutions que de s'instituer comme arbitre social des conflits entre le gouvernement et le peuple. Ainsi le Cardinal Henriquez a réussi à obtenir que la Junte donne les éclaircissements sur le sort des disparus politiques et il a réussi à obtenir que les grévistes arrêtent le mouvement sur cette assurance. On connaît la suite. La Junte a fourni un semblant de réponse et les grévistes pourront se demander en toute bonne foi, la valeur de l'arbitrage de l'Eglise.

La question qui reste ouverte, alors, est de savoir si tous les mouvements populaires qui sont regroupés au sein des institutions de l'Eglise pourront créer une alternative politique autonome ou bien servir d'appui au projet politique de la Résistance.

LA RESISTANCE

C'est là précisément la faiblesse fondamentale de la gauche chilienne. Elle n'a pas réussi encore à joindre organiquement le mouvement spontané des masses.

Nous ne nions pas que les militants de la gauche travaillent dans tous les secteurs populaires et syndicaux. Mais la Résistance n'est pas encore devenue un mouvement politique et social qui a réussi à souder ensemble les luttes populaires et syndicales. La Résistance ne peut être qu'une organisation d'agitation.



Pour qu'elle devienne l'alternative politique du peuple chilien, elle doit poursuivre son travail d'unification de la gauche révolutionnaire en luttant contre son principal ennemi au sein



du mouvement populaire et syndical, la Démocratie-chrétienne.

Car les animateurs de ce mouvement, qu'on l'admette ou pas, sont les démocrates-chrétiens et l'Église. Dans la clandestinité, poursuivie sans cesse par les appareils de terreur de la Junte, la Résistance n'a pas les avantages de travailler au grand jour. C'est une évidence ! Mais l'enjeu de la bataille actuel-

le est important. Si la Résistance ne parvient pas à joindre le mouvement des masses, ce mouvement spontané sera utilisé au profit de la Démocratie-chrétienne, à un projet étranger à ses propres intérêts ; ou bien il sera tout simplement écrasé avant qu'il n'aille trop loin.

Ainsi, la Résistance travaille actuellement à mettre sur pied des comités de résistance au sein des syndicats afin d'élire des dirigeants de la base, pour mener les luttes économiques dans l'usine, en écartant les directions jaunes ou démocrates-chrétiennes. La Résistance lutte pour reconstituer la CUT afin d'unifier la classe ouvrière dans sa lutte économique et de briser le projet social-démocrate. La Résistance met sur pied des comités de chômeurs, de quartiers pour que les masses deviennent les protagonistes actifs de leur propre lutte et qu'elles s'éloignent des institutions religieuses qui, bien sûr, apportent un minimum de soutien mais ne peuvent pas donner du travail, du pain, un logis.

LES APPUIS INTERNATIONAUX

Des tâches de solidarité à cette résistance sont à organiser, à coordonner. C'est pourquoi le 23 septembre, non seulement nous manifesterons notre solidarité au peuple chilien mais aussi nous nous organiserons pour appuyer concrètement le peuple chilien dans sa lutte contre la Junte, contre l'impérialisme et pour le socialisme.

UNE AUTRE FORME DE RESISTANCE DU PEUPLE CHILIEN

L' ORGANISATION DES FAMILLES DE PRISONNIERS DISPARUS

Appel mondial lancé par les familles des prisonniers disparus au Chili, juin, 1975 :

"Nous appelons prisonniers disparus les membres de nos familles qui ont été arrêtés dans nos foyers sous nos yeux, ou enlevés sur leur lieu de travail, dans les écoles ou les universités, en présence de témoins, ou dont nous avons des preuves solides de leur arrestation par les services de sécurité militaire. On les tient séquestrés et toutes nos démarches, requêtes d'Habeas Corpus, dénonciations d'enlèvement, lettres et entrevues avec les autorités gouvernementales ont toujours été rejetées avec la réponse suivante : "Cette personne n'a jamais été arrêtée", ou bien "Elle a quitté le pays", "elle est passée dans la clandestinité", "elle a été enlevée par une bande d'extrémistes", etc...

Nos questions ont toujours reçu la même réponse : "Ces membres de vos familles n'ont pas été arrêtés ; en fait, leurs amis ont simulé un enlèvement et les ont emmenés vers une

destination inconnue, peut-être en Argentine". Voilà la version que l'on entend chaque fois, même lorsque, dans certains cas, les prisonniers ont été maltraités sous les yeux de leur propre famille..." (1)

En mai 1978, les comités des familles des détenus-disparus déclaraient :

"Nous ne pouvons accepter plus d'aberrations, nous ne pouvons plus supporter nos espérances. Nous déclarons cette nouvelle grève de la faim, convaincus que nous y jouons de nos vies. C'est la méthode extrême qui, en démontrant notre amour sans réserves pour les nôtres, nous permettra d'arriver à la vérité". (2).

Qu'est-ce qui motivait cette déclaration ?

(1) Les disparitions des prisonniers au Chili. Amnesty International, mars, 1977. 26-27.

(2) Communiqué des familles des détenus-disparus, mai, 1978.

1 - Qui sont-ils ces prisonniers disparus ?

Depuis le coup d'Etat de septembre, 1973, on estime à 2,500 le nombre de personnes qui ont été déclarées soit détenues soit disparues, dont 1,500 sont reconnues officiellement par Amnesty International. Cet organisme admet qu'il n'a pas été averti de toutes les disparitions mais surtout de celles de la région de la capitale, Santiago.

Certains de ce nombre ont été "libérés"



par la junte chilienne, moins de 400, et ceux-ci venaient des camps de prisonniers officiellement reconnus de Tres Alamos et Puchuncavi. Mais il existe plusieurs autres centres de détention, ceux-ci clandestins.

Qui sont ces prisonniers disparus ? Il s'agit d'un échantillonnage représentatif de la population chilienne : ouvriers, syndicalistes, paysans, étudiants, fonctionnaires, professionnels, petits-bourgeois, hommes et femmes, célibataires ou mariés. Certains sont membres de partis politiques, d'autres sont sans affiliation. La majorité a entre 20 et 30 ans, mais il y a aussi des mineurs et des personnes âgées.

Pour plusieurs des prisonniers disparus, il y a des preuves concrètes de leur enlèvement : témoignage de personnes (amis, familles, voisins) qui étaient avec eux lors de l'enlèvement, témoignage de co-détenus. Lorsque l'enlèvement se faisait à domicile, il n'y avait jamais de mandat d'arrestation présenté, personne n'informait les parents où serait conduit le détenu. Depuis 1976, les enlèvements se font de plus en plus sans témoins ; la famille soupçonne la disparition lorsque la personne ne rentre plus chez elle. C'est d'ailleurs une excellente façon de créer un climat d'insécurité et de terreur. Il est même arrivé que certains détenus aient été enlevés parce que les forces secrètes les avaient confondus avec quelqu'un d'autre...

2 - L'organisation des familles de disparus

LA PREMIERE GREVE DES FAMILLES DES PRISONNIERS DISPARUS

Dans une tentative pour éveiller la communauté internationale à la réalité du Chili, les familles des prisonniers disparus se sont organisées. Elles voulaient que la situation soit connue de tout le monde.

Une première grève de la faim en juillet 1977 s'était terminée avec la promesse de Pinochet d'éclaircir la situation dans quelques cas. On n'a pas tenu parole. Les représentants des familles ont essayé de franchir toutes les instances : frappant aux portes, sollicitant des entrevues, manifestant publiquement et pacifiquement leur drame, tous sans répon-

ses. Même l'amnistie déclarée en avril 1978 s'est avérée une lame à deux tranchants. D'une part, elle a permis aux agents de la DINA (Dirección nacional de Inteligencia) et de son successeur la CNI d'agir en criminels en toute impunité. D'autre part, elle a permis aux juges de dire qu'il n'y avait pas eu de délits, donc pas de prisonniers disparus !

LES EVENEMENTS DE MAI-JUIN, 1978

Le 22 mai de cette année, 83 parents des détenus-disparus ont organisé une autre grève de la faim. Pour une chronologie détaillée de cette grève, nous vous référons aux pages 4 et 5 du présent Bulletin. Ce que nous aimerions souligner ici c'est l'impact international que

ce noyau de Résistance a pu avoir; de montrer que les appuis sont non seulement toujours présents mais s'accroissent. Autant cet appui a des effets positifs pour la Résistance, autant ils sont négatifs pour la junte.

Dans l'espace de quelques jours, 600 personnes s'étaient joints à la grève, et ça dans 20 pays du monde. La liste comprend des grévistes de d'autres pays de l'Amérique latine (Mexique, Guatemala, Panama, Venezuela), sur le continent européen, dans des pays scandinaves, sans oublier en Australie et en Nouvelle Zélande, dans trois villes aux Etats-Unis, huit villes canadiennes et deux au Québec.

A Montréal, la grève a débuté le 24 mai, dans la salle paroissiale de l'église Saint-Edouard. Parmi les grévistes on retrouvait une Uruguayenne, une représentante du Comité Québec-Chili, une représentante des Chrétiens politisés, un étudiant québécois, un citoyen américain, un syndicaliste, douze chiliens. Les appuis québécois ne manquaient pas. Cinquante-sept organismes ont envoyé des télégrammes au Premier Ministre du Canada au

Secrétaire Général des Nations-unies et à Pinochet. Ces appuis venaient de différents secteurs: des groupes humanitaires tels La Ligue des droits de l'homme et Amnestie internationale, des agences de solidarité internationale et d'aide au développement tels SUCO, CISO, des centrales syndicales, des groupes politiques tant bourgeois que communiste, des groupes féministes, des groupes populaires, des syndicats de base, aussi bien que de plusieurs "personalités".

Nombre de sympathisants ont visité le local pour témoigner de leur solidarité. Des travailleurs québécois ont manifesté un appui concret en offrant de partager leurs acquis techniques, par exemple dans le domaine médical. Nous avons rencontré deux Québécoises et un Chilien qui ont participé à la grève de la faim à Montréal. Il nous semblait intéressant de voir comment de part et d'autre ils avaient vécu ce geste de solidarité et pourquoi ils l'avaient fait. Voici leur témoignage:

3 - Entrevues avec des grévistes de la faim à Montréal

Q. Pour quelles raisons avez-vous participé à la grève de la faim ?

Q.C. Je trouvais important qu'un geste comme celui de la grève de la faim au Chili soit appuyé partout dans le monde, pas seulement par des Chiliens réfugiés politiques mais aussi par des Québécois pour aider au combat. Notre geste avait le même sens que les gestes d'appui qu'on fait quand on boycotte Noranda ici. Cependant, ça nous apparaissait davantage concret parce que nous étions liés à un vaste mouvement qui partait de l'intérieur du Chili. Organisée de l'intérieur, cette grève démontrait la volonté de lutter malgré toute la répression. C'était donc de la première importance qu'il y ait, à l'extérieur, un fort appui pour que la grève puisse durer longtemps.

M.C. Ce qui m'a amené à faire la grève de la faim, c'est que, comme militant d'un parti de gauche, je pense que le rôle qu'on doit jouer à l'extérieur consiste à appuyer la lutte à l'intérieur. On doit dénoncer de toutes les manières possibles la Junte Militaire. La grève de la faim est un moyen de lutte pour dénoncer la dictature.

P.C. J'ai fait la grève de la faim en tant que membre du réseau des Politisés Chrétiens par-

ce que c'était une occasion de dire ma solidarité avec les chrétiens du Chili membres de l'organisation des Chrétiens pour le Socialisme. Par ce geste là, je voulais dire aux chrétiens du Québec qu'il y en a parmi eux qui sont solidaires de leurs frères chrétiens du Chili qui depuis de nombreuses années contestent le régime capitaliste et, actuellement, de manière plus spécifique, le régime de Pinochet. D'un autre côté, par ce geste de solidarité, nous voulions faire savoir à l'Eglise institutionnelle du Chili qu'il y a des chrétiens au Canada qui ne sont pas dupes des manoeuvres de l'Eglise-Institution visant à récupérer les actions contestataires au profit de la Démocratie Chrétienne, stratégie qui risque de trahir les aspirations des chrétiens qui combattent le capitalisme en vue d'instaurer le socialisme.

Q. Vous avez fait tous les trois la grève de la faim, qu'est-ce que cette expérience vous a apporté ?

Q.C. Ce que j'ai appris le plus, ce fut de connaître les mouvements de la gauche et leurs positions politiques. De plus, grâce aux discussions avec les grévistes, ça a été beaucoup plus clair pour moi la politique avancée par Pinochet.

M.C. Pour moi, l'expérience la plus importante a été d'avoir des relations avec les militants de base de l'Unité Populaire, d'avoir des discussions politiques avec eux parce qu'au niveau des directions c'est presque impossible de parler. Cela a été une très bonne expérience parce que ça a permis d'expliquer notre position sur la dictature et sur la lutte à mener au Chili.

P.C. Pour moi, ce fut une expérience très intéressante. Je me sentais comme une étrangère parce que je ne parle pas l'espagnol. C'était assez drôle, j'étais dépaycé, j'avais plutôt l'air d'une Québécoise au Chili. C'est une expérience qui aide à comprendre le dépaysement des Chiliens au Québec. Au départ, j'avais l'impression d'y aller d'un "cadeau" de ma présence par solidarité à une grève au Chili. Quand je suis sortie, je n'avais plus du tout la même impression, j'ai été tout simplement solidaire pour une même cause qui nous lie tous, ici et là-bas. Ça, ça a été très fort. Ce fut une expérience autre que strictement verbale puisque je ne pouvais pas communiquer en espagnol; c'est avec les gestes, à travers la vie commune dans toutes ses manifestations quotidiennes que j'ai compris qu'au delà des mots, on était solidaires d'une même cause.

J'ai eu une grande admiration pour ces gens qui s'engageaient dans une expérience difficile et qui retournaient chez eux dans des conditions de vie éprouvantes. Je pense à ces grévistes qui ont jeûné pendant pas mal de temps et qui dès le départ souffraient de carences vitaminiques parce que leur revenu est insuffisant pour bien nourrir eux et leur famille. Quant à moi, je retournais chez-moi avec le bouillon de poulet qu'il me fallait. Si j'ai souffert quelque peu de la promiscuité, chose à laquelle je n'étais pas habituée, je retournais tout de même chez moi où je pouvais me reposer toute seule dans une chambre. Il y avait, à côté de moi, au local de grève, un com-

pagnon qui était mal en point et qui retournait dans un 4 pièces avec 3 ou 4 enfants et avec une alimentation pas meilleure qu'avant. J'ai eu beaucoup d'admiration pour des gens qui sont capables de tenir jusqu'au bout.

Q. Qu'est-ce que ça peut apporter aux Québécois un geste de solidarité comme celui-là?

M.C. Beaucoup de gens ignorent ce qui se passe ailleurs. Si on commence à les sensibiliser avec les problèmes du Chili, on peut les amener à méditer sur les problèmes québécois. Toutes les multinationales comme la Noranda, la Falconbridge qui déménagent en Amérique Latine, qui créent du chômage, c'est des choses qu'il faut expliquer aux Québécois. C'est une manière de les sensibiliser, de les faire militer sur les problèmes québécois.

Q.C. Le fait de sensibiliser les gens d'ici à la dictature chilienne n'entraîne cependant pas nécessairement une prise de conscience de l'exploitation qui existe ici. Il faut déjà un minimum de conscience politique pour lier les luttes des autres peuples aux nôtres.

P.C. Avant d'entrer, je pensais que ça pouvait servir d'exemple aux Québécois. Quand je l'ai vécu, je me suis aperçu qu'au fond si j'étais là, c'est parce que je suis militante au Québec et qu'on était là, tous unis, Québécois et Chiliens, au delà des frontières. Nous étions tous le même peuple en train de contester tous les régimes oppresseurs et les régimes capitalistes parce qu'on a un parti pris qui consiste à se battre contre ces choses là. Cela m'a raffermie dans mon engagement politique qui consiste à donner prioritairement mes énergies ici. J'ai senti pendant quelques jours que mes actions d'ici pouvaient être comprises tellement facilement par les gens qui faisaient la même chose dans d'autres pays et c'est comme ça que j'ai compris l'internationalisme prolétarien.

4 - Au Chili, leur lutte quotidienne se poursuit

L'organisation des familles de prisonniers disparus ne se limite cependant pas à la mise en oeuvre de ces deux grèves de la faim. Il s'agit d'un regroupement où on met en commun ce qu'on a ou ce qu'on réussit à ramasser. Ces associations se veulent aussi la voix des prisonniers à l'extérieur.

Elles luttent tant bien que mal avec le peu de moyens que leur permet la dictature pour subvenir à leurs besoins les plus primordiaux tels se vêtir, se nourrir, se loger, s'instruire.

etc. Les membres des familles des détenus-disparus subissent à tous les jours la crise économique de façon particulièrement cruelle, car ils sont sur la liste noire du patronat et ne peuvent se joindre à la force ouvrière.

Un des moyens que ces associations se sont donnés c'est la vente de travaux artisanaux tels les tapisseries peignant la vie dans les quartiers populaires, et ceci dans le cadre des "bourses de travail" c'est-à-dire des coopératives de travail.



Les membres de ces organisations ont accru leur conscientisation et leur politisation à travers les luttes menées non seulement pour assurer leur survie mais aussi pour obtenir la libération de leurs proches. C'est ainsi que le 26 juin, ils lançaient un appel à la communauté des groupes solidaires internationaux. Ils y dénonçaient l'attitude du Vicariat de la Solidarité qui s'en tient à une lutte pour la défense des droits humains en faisant abstraction de la lutte politique. Ils demandaient aussi à cette communauté de solidarité internationale de travailler activement à intégrer la lutte pour le maintien des droits humains à la lutte plus large pour des objectifs politiques et ainsi obtenir la reconnaissance du nombre véritable des détenus-disparus.

Il ne faut donc pas accepter le nombre de 618 qui correspond au nombre de dossiers détenus par le Vicariat mais insister pour faire reconnaître publiquement par la junte le nombre véritable de prisonniers disparus (2,500).

5 - Au Québec le parrainage des familles des disparus politiques

Le Comité Québec-Chili vous propose une tâche de solidarité pour appuyer le mouvement des familles des disparus politiques. Elle consiste à enquêter sur le sort d'un prisonnier en particulier, à entrer en contact avec la famille pour l'informer des démarches et aussi à l'aider financièrement dans la mesure de vos moyens.

Car les femmes devenues chef de famille sont trop souvent sans travail, elles ont toutes des enfants qui ont besoin de choses élémentaires comme des aliments, des vêtements, des crayons et des cahiers pour aller à l'école. Toute contribution modeste est bien appréciée, les témoignages reçus en font foi. En effet, elle n'est pas seulement un support matériel mais aussi un support moral dans la lutte de solidarité pour les droits humains.

Tout groupe de syndiqués d'une usine, d'un hôpital, d'une école, etc., tout groupe populaire de quartier, tout individu qui veut participer à cette tâche de solidarité, doit :

- 1- Entrer en contact avec le Comité Québec-Chili pour obtenir le nom d'un disparu et le témoignage de sa femme sur sa condition actuelle.
- 2- Ecrire au Chili pour obtenir des informations sur le disparu politique aux adresses suivantes :

Général Augusto Pinochet
Présidente de la República
Edificio Diego Portales
Santiago, Chile

Général Odlanier Mena Salinas
Centro Nacional de Informacion
Calle Rafael Chafas 214
Santiago

Colonel Mario Mimenez Vargas
Ministro de Salud Publica
Monjitas 689
Santiago

Sendet (service national de détention)
Edificio Diégo Portales
Santiago

Dr José Maria Exzaguire
Cour Suprême
Plaza Montt Varas
Santiago

"El Mercurio" (le grand quotidien du Chili)
Compafia 1214
Santiago

3- Ecrire à l'ambassade du Chili au Canada

Sr Alberlardo Silva
56 Sparks Street
Ottawa

4- Ecrire à son député à l'Assemblée Nationale du Québec et à son député de la Chambre

des Communes d'Ottawa pour qu'ils se renseignent auprès du ministère des Affaires étrangères et à l'ambassade du Canada au Chili, du sort du disparu.

5- Ecrire au Premier Ministre Trudeau et aux Nations-Unies (U.N. Plaza, N.Y.) pour qu'ils aident et soutiennent vos recherches.

6- Ecrire à la famille du disparu, qui vous aura été proposé par le Comité Québec-Chili, pour l'informer régulièrement de la suite de l'enquête et si vous pouvez envoyer de l'argent, n'envoyer qu'une petite somme à la fois et par mandat poste en monnaie américaine.

Pour ceux qui n'écrivent pas l'espagnol, le Comité Québec-Chili assure une permanence le mardi, mercredi et jeudi de 2 heures à 6 heures où l'on pourra traduire vos lettres. Il est aussi possible de nous les envoyer par la poste.



BOLIVIE

UN COURAGE SANS NOM UNE LUTTE SANS TEMOIN UNE DICTATURE SANS HISTOIRE

Presqu'au centre de l'Amérique du sud, tout au nord du Chili, de l'Argentine et du Paraguay, se trouve un pays sans accès à la mer : la Bolivie, grande comme les trois quarts du Québec. Sa population égale elle aussi les trois quarts de celle du Québec. Là-bas aussi, la classe dominante vit dans une culture et une langue étrangères à celles du peuple. Cette bourgeoisie est aussi confortable que la nôtre. Mais le revenu monétaire moyen des Boliviens est 4.5 o/o de celui des Québécois. C'est le peuple le plus pauvre de l'hémisphère, après celui d'Haïti. Il n'a jamais pu participer plus que quelques années à son gouvernement. D'habitude, c'est une dictature, ou un régime "élu" au bénéfice des mêmes privilégiés.

Une seule ville en Bolivie compte plus de 200,000 habitants. C'est la capitale administrative, La Paz, un peu plus grande que la ville de Québec, tout près de la frontière péruvienne. Trois éléments ont déterminé le développement de la Bolivie. Économiquement : les mines, qui sont sa richesse et le malheur de son peuple (l'étain depuis un siècle, l'argent auparavant). Politiquement : le contrôle direct de l'impérialisme (américain

depuis 50 ans), sans bourgeoisie nationale. Physiquement : la difficulté des transports ; la Bolivie n'a pas 750 milles de routes pavées.

Comme au Québec, les trois quarts du pays sont pratiquement inhabités, ou en voie de colonisation. Mais la partie inhabitée est la moins rude de la Bolivie, la plaine tropicale à l'est des Andes. Plus de la moitié des Boliviens habitent un étroit plateau à 12,000 pieds d'altitude, entre la chaîne est et la chaîne ouest des Andes : l'Altiplano, un des habitats les plus durs du globe. Un autre tiers cultive les pentes et les vallées tempérées et fertiles de la chaîne est, entre l'Altiplano et la plaine.

Ce n'est pas à un bulletin québécois de raconter comment vit et combat, comment s'exprime ce peuple tenace et exceptionnel : pour cela, il vous faut le livre d'une Bolivienne, Domitila, Si on me donne la parole. Ce que nous allons faire ici, c'est esquisser le fil de la lutte du peuple bolivien. Parce que, cette année, cette lutte nous a livré des leçons qu'il faut approfondir, mais surtout parce qu'elle nous fournit tous les jours un exemple lumineux des forces et des moyens d'un peuple sous l'impérialisme.

le fil des invasions



Le fil des événements

Population estimée :

En 1974, 5.47 millions ; en 1977, 4.8 millions (!).

Superficie :

424,163 milles carrés. (Québec : 594,860 mi. ca.)

Villes :

La Paz, 660,700 hab.
Cochabamba, 184,340 hab.
Santa Cruz, 149,230 hab.

Origine ethnique :

Indiens : 65 o/o
Métis : 25 o/o
Européens : 10 o/o

Langue maternelle :

Espagnol : 35 o/o
Quechua, Aymara, etc. : 65 o/o

Analphabètes :

55 o/o (estimé)

Espérance de vie moyenne :

47 ans, après la première année en ville.
35 en campagne (Qué. : env. 73 ans)

Médecins :

Un pour 2,117 hab.
(Qué. : un pour 581 hab.)

Revenus individuels en 1974 :

Par habitant : \$207 (Qué. : \$4,750)
Ouvrier, mineur : \$600
Travailleur agricole : \$100.

Diminution des salaires réels 1971-76 :

25 o/o

Coût des aliments en 1977 :

174 o/o du coût au Québec (selon l'ONU)

Régions économiques :

Altiplano : 16 o/o de la superficie,
55 o/o de la population
Flanc des Andes : 13 o/o de la sup.,
30 o/o de la pop.
Plaine tropicale : 71 o/o de la sup.,
15 o/o de la pop.

Activités économiques estimées en 1975 :

	Emplois	PNB	Exportations
Agr. & éle.	65 o/o	21 o/o	7 o/o
Mines & pétrole	5 o/o	15 o/o	90 o/o
Industrie	10 o/o	16 o/o	3 o/o
Commerce & services	5 o/o	37 o/o	—

Total en millions

1.9 · \$1,150 \$500.

Monnaie :

Peso (20 pour 1 dollar)

Inflation :

1974 : 64 o/o
1976 : 12 o/o

Dette :

1971 : \$0.5 milliard
1976 : \$2.0 milliards

Prix de l'étain (très instable)

1969 : \$1.50/lb.
1976 : \$4.50
Auj. : \$6.50

I. PORTRAIT D'UN PAYS OUBLIE.

Deuxième exportateur d'étain au monde, après la Malaisie, la Bolivie, sauf pour d'éphémères "événements d'actualité" dont on ne fait pas le lien, est généralement ignorée par les journaux, la télévision ou les livres. Même dans les atlas et les relevés économiques, c'est un parent pauvre. On dirait que nous n'attendons d'elle que l'exportation silencieuse et à bas prix de ses richesses minières et pétrolières (90 o/o des exportations boliviennes). Ce secteur de l'économie bolivienne sert ses "partenaires commerciaux", E.U., Allemagne de l'ouest, Japon, et, avec quelques industries locales, la bourgeoisie bolivienne.

UNE ECONOMIE

IGNOREE DES STATISTIQUES

Mais toute cette économie d'exploitation n'occupe que le tiers de la population. Les deux autres tiers sont des paysans indiens. Leur seul rôle dans cette économie commerciale, c'est de fournir aux villes une partie de leur nourriture (le reste est importé), en échange d'un minimum de produits et de vivres. Il faut comprendre que, comme la plupart des pays "en voie de développement", la Bolivie a une autre économie : l'économie de subsistance que le peuple indien pratiquait déjà avant la conquête espagnole et qui lui fournit encore l'essentiel de ce qu'il lui faut pour

le fil des événements

vivre. Génération après génération, la masse des Boliviens s'occupe de subsister de ce qu'elle produit et s'échange, agriculture et élevage, hors des circuits commerciaux et des statistiques économiques. Voilà comment les peuples pauvres survivent avec de si bas revenus monétaires. Quant aux familles des mineurs et des ouvriers, en Bolivie, la nourriture subventionnée est un élément essentiel de leur survie.

Comme son économie, la culture, la langue et la race du peuple paysan de Bolivie sont indiennes (les plus pures du continent). La bourgeoisie, au contraire, est essentiellement blanche, et la petite bourgeoisie surtout métis. La culture et la langue de la classe dominante sont hispano-américaines. Pour elle, la vie du peuple est un autre monde. Pour elle, l'économie de subsistance de la masse paysanne est sans importance. Les paysans ne sont qu'un vaste réservoir humain servant à alimenter les mines (dont les conditions sont proprement inhumaines), le sous-prolétariat urbain (non-assimilé), et aujourd'hui les grandes exploitations agricoles qu'on établit dans la plaine tropicale, et où les travailleurs indiens vivent à peu près en esclaves.

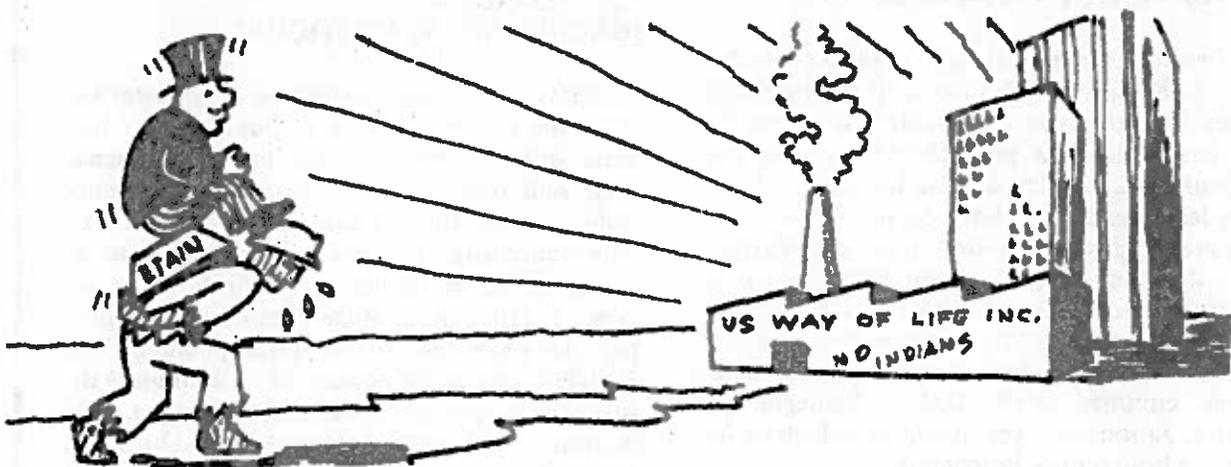
Cette exploitation du "réservoir humain" de la paysannerie indienne s'est toujours opérée par la force militaire : saisies de terres, massacres de villages, contrôle des déplacements, contrôle des organisations. Comme en Amérique du Nord au siècle dernier, il s'agit d'une dépossession massive, historique, du sol et de l'autonomie du peuple indien. Mais en

Bolivie on ne l'extermine pas, parce qu'il s'agit aussi d'exploiter sa force de travail. En brisant l'économie de subsistance de ce réservoir humain, l'oppression militaire le force à se livrer à l'économie bourgeoise d'exploitation. Aujourd'hui, le mécanisme principal de cette contrainte consiste à forcer les paysans à s'intégrer aux circuits commerciaux. Les prix sont ensuite manipulés pour assurer, de crise en crise, leur appauvrissement progressif.

En Bolivie, aujourd'hui, comme partout en Amérique Latine à l'heure des dictatures, la production agricole par habitant diminue, et l'écart de niveau de vie augmente entre les paysans et la population urbaine. On estime qu'actuellement un paysan père de famille ne consomme que 1,800 calories par jour. 2,500 seraient le minimum normalement nécessaire.

UNE BOURGEOISIE DE CHIENS DE GARDE

La bourgeoisie bolivienne ne doit son existence à aucune industrialisation nationale. Au contraire, c'est l'exemple même d'une bourgeoisie dépendante. Elle n'est apparue que pour administrer sur place l'exportation de plus de \$225 milliards de richesses minérales, dont presque rien n'est revenu au pays. Ce qu'il y a de "développement économique" dans le pays aujourd'hui est financé, et donc contrôlé, par les capitaux des Américains et de leurs partenaires. Détenant ainsi les leviers de commande économique de la bourgeoisie



Le fil des événements

bolivienne, les Américains n'hésitent pas non plus, depuis les années vingt, à financer et orienter ses organisations politiques. Ils déterminent les grandes lignes de l'évolution des gouvernements et des groupes d'intérêts. Ils fournissent aussi à la bourgeoisie ses modèles culturels et intellectuels.

En somme, la bourgeoisie bolivienne vit pour assurer deux services aux opérations de l'impérialisme chez elle : la gestion et la répression. Justement parce que les grandes affaires de l'économie d'exploitation sont laissées à la gestion de groupes bourgeois boliviens (dont, en premier lieu, l'Etat), la bourgeoisie est fondamentalement divisée, suivant ces intérêts économiques qu'elle administre mais ne contrôle pas. Et qui, le plus souvent, font vivre isolément telle ou telle ville. Actuellement, par exemple, la bourgeoisie industrielle et financière de La Paz représente l'élite dominante. Mais elle est contestée par la nouvelle bourgeoisie de Santa Cruz, qui s'enrichit plus rapidement grâce au développement agricole, pétrolier, ferroviaire et routier des plaines (par la finance étrangère, bien sûr). Idéologiquement, Santa Cruz est plus proche du Brésil que de La Paz.

L'armée à son tour est tiraillée entre des groupes identifiés aux divers secteurs de la bourgeoisie. Elle échappe au contrôle du chef de l'Etat, pourtant d'ordinaire un général. Son unité d'opération dépend de l'encadrement fourni par des conseillers américains. Son rôle est bien sûr d'assurer l'essentiel de la répression armée sur le peuple. A cette fin, elle reçoit de Washington les plus gros subsides (par habitant) d'Amérique Latine. La police, de son côté, assure la répression armée quotidienne dans les villes (non sans l'aide de "conseillers"), mais dans les campagnes elle a surtout un rôle administratif. La police tue rarement, mais torture presque par automatisme. L'armée par contre massacre souvent les civils en groupes, par centaines.

UNE DICTATURE ORDINAIRE

En août 1971, par exemple, alors qu'ils opéraient un coup d'Etat pour mettre au pouvoir le général Banzer, les militaires de Santa Cruz ont parqué dans l'Université 304 ou-

vriers et étudiants; 70 sont sortis vivants. L'installation de Banzer, c'était l'installation d'un régime "sans faiblesse" destiné à fournir à l'impérialisme une zone économique de retranchement d'une sécurité sans question.

Comme, deux ans plus tard, l'installation de Pinochet au Chili. Ensuite, la chute de Velasco au Pérou et celle de Rodriguez en Equateur devaient continuer la soumission de cette région au contrôle des banques américaines et de la Banque mondiale - FMI. Rôle assigné à la région : produire des matières premières sans histoires, suivant les exigences du marché, en échange pour l'installation d'équipement lourd de "développement" (transports, énergie, mines, usines) aux fins déterminées par les banques étrangères.



Ainsi, le régime Banzer a remboursé \$100 millions à la Gulf Oil nationalisée deux ans auparavant. Il a dénationalisé des mines, et cédé les droits de prospection aux firmes étrangères. Depuis 1971, en Bolivie, le secteur productif stagne. La bourgeoisie affiche dans ses quartiers une modernisation de façade tandis que la masse paysanne est en train de retrouver l'état de serfs (peones), aboli par la réforme agraire il y a 25 ans. Malgré la hausse du prix de l'étain, l'économie ne survit que par les \$1.6 milliards fournis par Washington à Banzer, et par le quadruplement de la dette nationale (passée à \$220 par tête).

Les seuls efforts de développement vont aux transports et à la colonisation de la plaine tropicale (d'ailleurs envahie par plus de 50,000 Brésiliens, sur les frontières). Cette colonisation continue l'exploitation des pay-

Le fil des événements

sans indiens. C'est d'abord l'installation de fermes gigantesques dans la jungle, consacrées à la culture intensive — intensive en travail — d'une seule denrée commerciale. Ce schéma ruine le sol en quelques années, et les fermes doivent normalement être abandonnées à moyen terme, à cause de la baisse cyclique des prix. Aussi a-t-on pensé à relayer ce "capitalisme sauvage" par une colonisation plus durable : l'installation de 150,000 colons blancs venus du sud de l'Afrique où, comme on sait, ils arrivent de moins en moins à contrôler leur main-d'oeuvre noire. Celle-ci sera bien sûr remplacée en Bolivie par la main-d'oeuvre indienne. Leur établissement, sur des terres dont on a expulsé les occupants indiens se poursuit depuis un an.

LA DECONSTRUCTION NATIONALE

Côté répression, sous l'impérialisme des années '70, la dictature Banzer a appliqué à la Bolivie un véritable programme de déconstruction nationale, exil des élites intellectuelles (20,000), répression des universités (celle de La Paz a été fermée un an après le coup d'Etat, et un semestre en 1973). Américanisation des ondes, achat forcé (à tempérament) de dizaines de milliers de téléviseurs par des familles ouvrières ou paysannes. 15,000 emprisonnements politiques, souvent suivis de liberté surveillée avec interdiction de se déplacer. Déportation de familles à travers le pays, exil de militants ouvriers au sud du Chili (en échange de prisonniers politiques chiliens). Contrôle complet des informations et des communications. Silence total sur les grèves et leur répression, et sur les massacres, comme celui de Cochabamba en janvier 1974, où plus de cent paysans sont morts pour avoir protesté contre la hausse de 100 o/o des prix alimentaires (voir le film *Le courage du peuple*).

En novembre 1974, toute activité syndicale et politique a été rendue illégale, en même temps qu'on instituait le service civil", qui permet de mobiliser (dans des camps de concentration) tout Bolivien de 20 ans ou plus qui inquiète les militaires. A la place des syndicats, la dictature a voulu installer chez les ouvriers des "représentants" collaborateurs, sur le modèle des caciques qui stabilisent de-

puis longtemps les villages paysans. Partout, son but est de diviser l'ennemi — le peuple.

Mais il fallait surtout réprimer le syndicat des mineurs, par tous ces moyens et par d'autres : saisie des radios par lesquelles les camps de mineurs communiquent entre eux, répression de la militante organisation des femmes de mineurs, descentes sauvages, etc. C'est que le syndicat des mineurs est en fait la seule force politique en Bolivie qui puisse se mesurer à l'armée : les mines sont essentielles pour l'exportation dont vit le pays.

. *Corocoro.* Malgré le décret de novembre 1974, malgré l'isolement dû au contrôle des media par la dictature, malgré la répression et les efforts de division, les mineurs ont conservé la force et la cohésion de leur syndicat, maintenant clandestin. La force d'un peuple oublié est plus longue que celle des dictatures. En mai 1976, à Corocoro, les mineurs ont réussi à tenir un congrès. Ils se sont alors entendus sur des revendications communes, dont la légalisation des activités syndicales, l'amnistie des prisonniers et des exilés politiques, et une hausse de salaire de 110 o/o pour faire face au coût de la vie.

. *Les funérailles de Torres.* Tout de suite après, par provocation ou inconscience, Banzer a fait assassiner à Buenos Aires le général Torres, son prédécesseur. En dix mois de dictature, par des mesures de libéralisation audacieuses mais réfléchies, Torres s'était mérité la faveur de très larges couches du peuple. Malgré le contrôle total sur les media légaux, la classe ouvrière, appuyée par de nombreux villages paysans, a exigé et obtenu l'enterrement solennel de Torres à La Paz. Ce furent les funérailles les plus impressionnantes de l'histoire de la Bolivie. Banzer avait donné au peuple entier l'occasion d'une manifestation symbolique d'unité et de mépris envers le régime qui avait renversé puis assassiné Torres.

. *La grève des mineurs.* Dès lors, au début de juin, l'armée occupe les grands centres miniers de l'Etat, contrôlant les moindres activités des mineurs qui y habitent (même l'usage des toilettes). Les mineurs ajoutent le retrait des troupes aux revendications de Corocoro et se mettent en grève. Malgré le contrôle, malgré

Le fil des événements

la séparation des camps, et l'absence de communication avec le reste du peuple, la grève dure un mois : les mineurs savaient qu'ils établissaient pour des années leur propre solidarité profonde contre le régime, quelles que soient les conséquences. De fait, ils ne gagnèrent aucune de leurs revendications, des centaines furent chassés de leur emploi et de leur logis, cinquante furent exilés au sud du Chili. Et l'occupation militaire a continué.

Les promesses d'octobre 1976. La bourgeoisie de La Paz avait trouvé inquiétantes les funérailles de Torres. L'occupation et la grève aussi. Depuis plus d'un an, le régime était touché par des scandales financiers. Les milieux d'affaire suggérèrent à la dictature que des administrateurs civils seraient, sinon moins corrompus, du moins plus compétents. Au mois d'octobre, Banzer annonça donc que des élections seraient organisées en 1980 pour associer des civils au gouvernement militaire. La situation était trop dangereuse pour tenir des élections tout de suite. Mais le talent personnel de Banzer fut de savoir sentir d'où vient le vent et se tirer d'affaire dans ce monde de divisions et de fluctuations d'influences que forme la classe dominante bolivienne.

L'Assemblée des droits. Toute activité politique ou syndicale demeurait prohibée, et les chefs politiques en exil. Les élections promises étaient absurdes. En réponse, une "Assemblée permanente des droits de l'homme" s'est réunie autour d'un ancien leader politique, Siles Salinas, pour exiger le retour à une vie politique normale. Bien vite, elle dut manifester contre les cas de torture, détention illégale, exil, etc. qui lui furent signalés. Elle en vint bientôt à rejoindre les demandes politiques du congrès de Corocoro, et en particulier, l'amnistie générale. Marginalement légale, l'Assemblée représentait après octobre 1976 l'ensemble de l'opposition publique au régime.

Le faux pas d'Arica. La Bolivie a perdu son accès au Pacifique en 1879, quand le Chili a saisi sa province d'Atacama. C'est un des rares thèmes nationalistes qui unissent les Boliviens ; pour le centenaire, Banzer devait faire quelque chose. Sur les instances du Brésil et de la bourgeoisie de Santa Cruz, au printemps 1977, il accepta une proposition chilienne qui cédait à la Bolivie un étroit corridor menant au port d'Arica, en échange d'un territoire égal et d'autres conditions. Tandis qu'on attendait l'accord du Pérou (nécessaire en vertu d'un traité), Banzer s'est retrouvé isolé parmi les militaires à cause de sa soumission honteuse à la proposition de Pinochet. Il renit donc l'entente à la fin de l'été. Ce faux pas ouvre, dans les appuis instables du régime, une brèche dont la résistance populaire va profiter.

Les promesses de novembre 1977. A l'automne, les revendications de l'Assemblée des droits (et de Corocoro) font la quasi-unanimité parmi le public urbain. Le 2 novembre, elles reçoivent l'appui officiel des évêques. Une semaine plus tard, comme pour faire plaisir à Jimmy Carter, Banzer annonce une amnistie politique avant la fin de l'année et, pour le 9 juillet 1978, l'élection d'un président et d'une assemblée. Juste avant Noël, la dictature libère un peu plus de 300 personnes, mais en bannit 348 hors du pays — dont les chefs politiques déjà en exil. D'autre part, l'armée continue de contrôler la masse des électeurs, c'est-à-dire les paysans. Et toute activité syndicale demeure illégale.

La grève de la faim. Profitant des divisions du régime, le peuple trouve pourtant une réponse, qui tient toute à l'anonymat de son courage et à la ténacité de sa lutte. Trois jours après Noël, quatre femmes de la plus grande mine occupée, Siglo XX, commentent avec leur onze enfants une grève de la faim illimitée à l'archevêché de La Paz. Elles ont quatre exigences : l'amnistie sans conditions, le rembauchage des mineurs chassés de

Le fil des événements



leur emploi, la légalisation de l'activité syndicale, la fin de l'occupation des centres miniers. Elles s'engagent à laisser dépérir leurs enfants sous leurs yeux : c'est qu'elles parlent pour tout le peuple.

Banzer fait la sourde oreille. Le premier janvier, onze autres grévistes de la faim s'installent dans les locaux d'un journal catholique. Puis, très vite, d'autres petits groupes s'établissent partout dans le pays. Le 10 janvier, ils sont déjà cinq cents. Le 11, journée de grève d'appui dans les mines — par un syndicat "inexistant". Banzer signe un accord avec l'évêque de Sucre ; il est dénoncé par les grévistes de la faim, et par une nouvelle grève dans les mines, le 14 et le 15. Deux des principaux conseillers du dictateur démissionnent alors.

Le 16, il y a 1,300 grévistes de la faim. A trois heures le lendemain matin, l'armée les expulse de tous les lieux qu'ils occupent, y compris les églises. L'archevêque de La Paz suspend alors les offices religieux et menace d'excommunication quiconque touche aux grévistes. Le lendemain, par son entremise et

suisant les conseils "d'observateurs" américains, Banzer accorde l'amnistie réelle, le rebauchage des mineurs et la liberté syndicale. Mais l'armée continue d'occuper les mines. Néanmoins, par quelques gestes simples, mais obstinés et posés au nom de tous, le régime a été ébranlé, et ne s'en remettra pas. C'est toujours l'unique lutte du peuple, longue et silencieuse, qui se poursuit.

Les élections du 9 juillet 1978. Les militaires contrôlent le vote des paysans, et les communications par tout le pays. Les élections ne sont qu'un geste symbolique. Elu d'avance, le candidat de la dictature est le ministre de l'Intérieur, le général Pereda. Toutefois, à la suite des événements de janvier, l'armée est divisée, Washington est mécontent, et le scrutin lui-même sera surveillé par des observateurs étrangers. Surtout, le peuple a reconnu sa propre solidarité contre le régime. La gauche se regroupe en deux coalitions. La principale est un front large : l'UDP, appuyée par l'Assemblée des droits, et dont le candidat est Siles Zuazo. Elle est critiquée sur sa gauche par le FRI.

Le fil des événements

Les événements de janvier ont trop bien enseigné l'impuissance des armes contre une foule de petits gestes anonymes. Malgré le contrôle des media, l'UDP, dominante en ville, pénètre largement chez les paysans. L'influence des caciques ne suffira pas à donner le vote paysan à Pereda ; le jour du scrutin, les militaires sont obligés à des manipulations caricaturales sous les yeux des observateurs étrangers : fiers-à-bars dans les polls, emprisonnements massifs, destruction et substitution de boîtes, etc. Sachant ce que cette caricature signifie pour Washington, comme pour le peuple. Banzer obtient du "président élu", Pereda, qu'il renonce à sa victoire et demande un nouveau scrutin. Pourtant, le succès électoral de l'UDP ne pourrait que se répéter. C'est l'impasse.

La chute de Banzer. D'abord, les militaires ont dû accepter cette farce, une élection. Puis ils ont dû la tripoter grossièrement et publiquement. Puis, la faire annuler, toujours pour suivre la volonté de Banzer. C'est trop de maladresse et trop d'humiliation (lisez : le peuple leur échappe). Aussi, comme en 1971, un coup d'Etat part de Santa Cruz. Cette fois c'est Pereda qui entre au pouvoir, et Banzer qui en est chassé : le 22 juillet. Mais Pereda a trop collaboré à la "démilitarisation" avortée

du régime ; il n'a l'appui des généraux que parce que la scission des militaires laisserait le champ libre à une révolte du peuple. Et toute l'opposition civile demeure unie contre lui. Washington grogne fort. Fermées pour les élections, les universités restent fermées. 125 militants ont été emprisonnés dès le coup d'Etat. Les media sont sous contrôle. Et nos journalistes ne s'intéressent plus à la Bolivie depuis deux mois.

Acquis pour la lutte à venir. Par leur coup d'Etat, les militaires ont reconnu que les élections avaient été une grande défaite. La dictature se retrouve maintenant sans la moindre apparence de légitimité devant l'opinion internationale. Le peuple bolivien, par contre, a franchi une autre étape vers l'alliance profonde des ouvriers et des paysans. La constitution d'une telle alliance est le progrès le plus essentiel à accomplir dans la lutte du peuple bolivien contre la dictature bourgeoise et l'impérialisme. Les événements qui ont précédé la campagne ont permis d'établir la force de frappe que constituent les mineurs par leur maturité politique et leur conscience de classe. Et la campagne elle-même a permis aux organisations de gauche de sortir de la clandestinité non seulement pour diffuser leurs idées mais surtout pour renforcer leur pratique de contact avec le peuple.

Domitila

Si on me donne La parole....

Née en 1937, Domitila Barrios de Chungara, mère de sept enfants, n'a pratiquement jamais quitté l'univers concentrationnaire de la mine bolivienne. Son monde c'est le monde de l'*Altiplano* au paysage lunaire, à 4,000 m. d'altitude, celui du camp minier de Siglo XX où sont concentrés les travailleurs et leurs familles, celui d'une lutte constante pour la survie avec les salaires les plus bas du monde dans un pays où toutes les tentatives d'améliorer les conditions de vie se terminent écrasées par des coups d'Etat sanglants.

Indienne d'origine Quechua, Domitila milite depuis vingt ans dans le mouvement syndical bolivien qui a de longues traditions de luttes et d'organisation : sa lutte, c'est avant tout celle du "Comité des ménagères", qui s'est créé, grâce à l'énergie de femmes comme elle, aux côtés des syndicats : dignité des travailleurs exploités dans leur travail, dignité des femmes doublement exploitées tel est le sens de son combat quotidien et inlassable. Elle a connu les grèves interminables, toujours à recommencer, les massacres — dont le "massacre de la Saint-Jean", réponse préventive des militaires à la guérilla de Che Guevara — la répression. Emprisonnée à plusieurs reprises, torturée, battue — elle a accouché d'un enfant mort-né sous les coups, elle en a perdu un autre par l'intoxication des gaz de la mine où elle s'était réfugiée en fuyant l'arrestation — déportée dans "l'enfer vert" de l'Amazonie, elle a toujours résisté grâce à la foi qu'elle avait en "son peuple". Elle est devenue, aujourd'hui, l'une des figures les plus populaires de son pays : au début de 1978, elle était au premier rang du mouvement des grèves de la faim contre la dictature militaire du général Banzer.

Son témoignage sur sa vie et sur le *courage du peuple* est une leçon ; elle l'a donné pour qu'il puisse être utile : pour dénoncer, devant le monde entier la situation de son peuple et pour aider tous ceux qui luttent partout, pour une société différente. Il a été recueilli et rédigé après un long travail d'enquête par Moema Viezzer, Brésilienne, éducatrice spécialisée dans l'éducation populaire, qui travaille actuellement à Saint-Domingue en direction de groupes de travailleurs; ouvriers et paysans et dirige un projet de recherche sur la situation de la Femme en Amérique Latine.

"Si on me donne la parole..." de Domitila B. de Chungara. Traduit de l'espagnol. Maspero, collection "Actes et mémoires du peuple". 250 pages. En vente \$10.00 (\$1.00 frais postaux) au Comité Québec-Chili.



ABONNEZ-VOUS

DÈS MAINTENANT

AU

BULLETIN

CHILI-QUÉBEC

INFORMATIONS

Formule d'abonnement

Je désire recevoir le BULLETIN CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

Nom :

Adresse :

Telephone : dom : trav. :

Abonnement ANNUEL REGULIER \$10.00 de SOUTIEN \$20.00

ou REABONNEMENT

ci-joint \$..... en ESPECE en CHEQUE en MANDAT-POSTE

Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du COMITE QUEBEC-CHILI et retournez-le à :
356 est, rue Ontario, Montréal.

PUBLICATIONS DISPONIBLES

au Comité Québec-Chili

CHILI-QUEBEC INFORMATIONS

No. 25, mai '77	- Résistance ouvrière en Amérique Latine . . . . .	.50
No. 26, sept. '77	- Pour mieux comprendre le Coup d'Etat au Chili : LA SPIRALE . . . . .	.50
No. 27, oct. - nov. '77	- Les tapisseries chiliennes . . . . .	.50
No. 28, fév. '78	- Le référendum : Personne n'est dupe des résultats . . . . .	.50
No. 29, avril - mai '78	- Nos boss aiment bien le Chili . . . . .	.50
No 30, avril '78	- Spécial - Noranda . . . . .	.25
No 31, juin '78	- Nicaragua : Royaume des compagnies et du gouvernement américain . . . . .	.50

**TEXTES D'ORGANISATIONS POLITIQUES
LATINO - AMERICAINES**

. La crise de l'impérialisme et la révolution chilienne et latino-américaine (textes du MIR) '76	1.00
. La lutte au Chili forge l'unité contre la dictature. Andrés Pascal A. 1976 . . . . .	.50
. Qu'est-ce que le MIR ? Comité central du MIR 1974	1.00
. Petite bourgeoisie et révolution. ERP - Argentine	1.00
. Notes de l'histoire du MIR . . . . .	.75
. Documents socialistes. Parti socialiste du Chili	1.00
. Rapport politique de Villabella. MIR, janvier '78 . . . . .	.50

SERIE : AMERIQUE LATINE AJOURD'HUI

. L'histoire de la CEDOC . . . . .	.50
. Impérialisme culturel et éducation populaire . . . . .	.50
. Les Unions américaines, complices des "boss" et de la CIA en Amérique latine . . . . .	.50
. Bolivie : dictature militaire et Résistance . . . . .	.50

DIVERS

. Chili 1970-72. La Mobilisation des masses . . . . .	.25
. Chili 1976 : faim et résistance . . . . .	.10
. Eléments d'analyse de la conjoncture actuelle au Québec et au Canada	1.00

Faites votre commande aujourd'hui au : **COMITE QUEBEC - CHILI**
356 est, rue Ontario
Montréal, Qué., Canada
Tél : (514) 842-8459

INVITATION PARTICULIERE A TOUS NOS LECTEURS

Organisons l'appui à la résistance chilienne

SAMEDI LE 23 SEPTEMBRE

13.00 : **ATELIERS** (Polyvalente Georges Vanier) 1207 Jarry, est,
(Christophe Colomb) Métro Jarry, autobus 193.
5 ateliers différents pour s'informer, discuter et planifier le travail à faire pour
l'année qui vient.

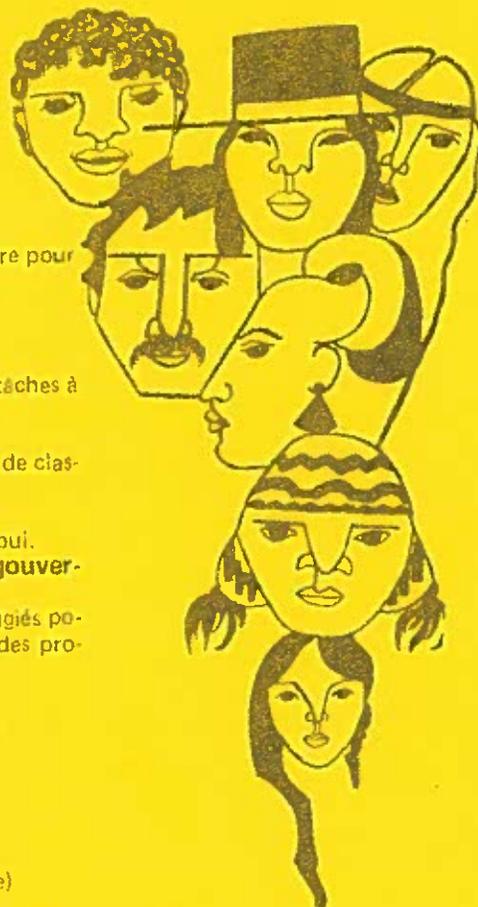
- (1) **Lutter contre la répression.**
La répression du Chili, les réponses de la Résistance, du travail fait ici, tâches à organiser.
- (2) **Soutenir la Résistance syndicale.**
La situation des syndicats au Chili. Comment soutenir le syndicalisme de classe au Chili ?
- (3) **Soutenir les organisations politiques de la Résistance.**
La situation de la Résistance, l'unité de la gauche. Développer notre appui.
- (4) **Lutter contre les ennemis du peuple chilien au Canada : le gouvernement, les compagnies, les banques.**
Les relations Canada-Chili, les luttes à poursuivre pour l'accueil des réfugiés politiques, le boycott des investissements et prêts canadiens au Chili, et des produits chiliens au Canada.
- (5) **Le Chili de 1970 à 1978 : pourquoi appuyer la Résistance.**
Introduction à la situation chilienne et à la solidarité avec la Résistance.

18.00 : Souper sur place (apporter son repas).

19.30 : **SOIREE POLITICO-CULTURELLE** (église N.D du Rosaire)

Solidarité avec les peuples en lutte : Chili, Amérique latine, Québec
Diaporama, chansons et musique québécoises et latino-américaines.

Service de garderie (s.v.p. réserver : 842-8459).



PARTICIPONS A LA JOURNEE DE SOLIDARITE.
